

Brochure n° 3190

Convention collective nationale

IDCC : 2150. – **PERSONNELS
DES SOCIÉTÉS ANONYMES
ET FONDATIONS D'HLM**
(5^e édition. – Février 2006)

PROTOCOLE D'ACCORD DU 18 MAI 2006
RELATIF AU RENFORCEMENT DES OUTILS DU DIALOGUE SOCIAL

NOR : *ASET0650726M*

IDCC : *2150*

Entre :

La fédération des sociétés anonymes et fondations d'HLM ci-après
dénommée les « entreprises sociales pour l'habitat (ESH) »,

D'une part, et

La fédération BATIMA-TP CFTC ;

Le syndicat national de l'urbanisme, de l'habitat et des administrateurs de
biens CFE-CGC ;

La fédération des services publics et des services de santé CGT-FO ;

Le syndicat national des personnels des sociétés anonymes d'HLM
(SNPHLM) ;

Le syndicat national indépendant des gardiens d'immeubles et concierges,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les deux parties ont souhaité par ce protocole d'accord renforcer dès à
présent les outils du dialogue social dans la branches des ESH en référence à
la loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout
au long de la vie et au dialogue social.

Il vise aussi à se doter des outils nécessaires à la mise en œuvre dans les entreprises des politiques définies au niveau national notamment.

42 % des sociétés de la branche emploient moins de 50 salariés (source : rapport annuel de branche 2005), or, en principe, des délégués syndicaux, ne peuvent être désignés que dans les entreprises d'au moins 50 salariés.

Article 1^{er}

Objet de l'accord

Cet accord ouvre le champ de la négociation d'entreprise aux représentants élus du personnel (CE ou CP) dans le cadre d'une validation des accords en commission paritaire nationale ou aux salariés mandatés par les organisations syndicales représentatives, dans les entreprises dépourvues de délégués syndicaux, en application de la loi du 4 mai 2004.

Article 2

Développement des outils du dialogue social dans la branche des ESH

En application de l'article L. 132-26 du code du travail modifié par la loi du 4 mai 2004, les sociétés anonymes et fondations d'HLM dépourvues de délégués syndicaux pourront déroger aux articles L. 132-2, L. 132-2-2, L. 132-7, L. 132-19 et L. 132-20 dans les conditions ci-après.

L'ensemble des thèmes sont ouverts à ce mode de négociation dérogatoire tels que ceux relatifs aux conditions de travail, à la durée du travail, aux rémunérations et avantages sociaux, à la formation professionnelle, etc.

a) En l'absence de délégués syndicaux dans l'entreprise, ou de délégué du personnel faisant fonction de délégué syndical dans les entreprises de moins de 50 salariés, les représentants élus du personnel peuvent négocier et conclure des accords collectifs de travail.

Les accord d'entreprises ainsi négociés n'acquièrent la qualité d'accords collectifs de travail qu'après leur approbation par la commission paritaire nationale des ESH. Faute d'approbation, l'accord est réputé non écrit. Un extrait de procès-verbal de validation de la commission paritaire nationale sera communiqué à l'entreprise après l'examen de l'accord, en vue du dépôt légal.

b) Par ailleurs, dans les entreprises dépourvues de délégués syndicaux et lorsqu'un procès-verbal de carence a établi l'absence de représentants élus du personnel, des accords d'entreprise peuvent être conclus par un ou plusieurs salariés expressément mandatés pour une négociation déterminée, par une ou plusieurs organisations syndicales reconnues représentatives au plan national. A cet effet, une même organisation syndicale ne peut mandater qu'un seul salarié.

Les conditions d'exercice du mandat seront fixées par les organisations syndicales donnant le mandat.

L'accord signé par un salarié mandaté doit recevoir l'approbation des salariés à la majorité des suffrages exprimés.

Article 3

Dépôt de l'accord et révision

L'accord sera déposé à la direction du travail et pourra faire l'objet de révisions en tout ou partie par les signataires.

Article 4

Durée de l'accord

Cet accord est conclu pour une durée indéterminée.

Article 5

Guide d'application et suivi de l'accord

Un guide d'application sera élaboré conjointement par les parties signataires à l'issue de la négociation.

Article 6

Extension de l'accord

Les deux parties mandatent le secrétaire pour demander l'extension de l'accord, conformément à la loi, auprès des services du ministère du travail.

Fait à Paris, le 18 mai 2006.

(Suivent les signatures.)